

Document 1 : Le programme de Gotha 1875

1. Le travail est la source de toute richesse et de toute culture, et comme en général le travail productif n'est possible que par la société, son produit intégral appartient à la société, cad à tous les membres de celle-ci, tous devant participer au travail, et cela en vertu d'un droit égal, chacun recevant selon ses besoins raisonnables.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes (...).

L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

2. Partant de ces principes, le parti socialiste des ouvriers allemands s'efforce, par tous les moyens légaux, de fonder l'État libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain des salaires (1) par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le parti socialiste des ouvriers allemands (...) a conscience du caractère international du mouvement ouvrier.

(1): Cette expression renvoie à une théorie de F. Lassalle qui estime qu'en régime libéral, le salaire des ouvriers ne peut croître et se fixe toujours à un niveau minimum.

Document 2 : Le programme d'Erfurt 1891

1. Le suffrage universel égal, direct et le scrutin secret pour tous les membres de l'Empire âgés de plus de 20 ans, sans distinction de sexe. (...)
2. La législation par le peuple au moyen du droit d'initiative et de veto. (...)
4. Abolition de toutes les lois qui limitent ou suppriment la libre expression de l'opinion et le droit d'association et de réunion.
5. Abolition de toutes les lois qui (...) mettent la femme en état d'infériorité vis-à-vis de l'homme.
6. La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. (...)
7. Laïcité de l'école. Fréquentation obligatoire des écoles populaires publiques. Gratuité de l'enseignement.
8. Suppression de la peine de mort.
9. Gratuité des soins médicaux (...).
10. Impôt progressif sur le revenu et la fortune pour couvrir toutes les dépenses publiques (...). Déclaration obligatoire des revenus. Impôt progressif sur les successions (...). Abolition de tous les impôts indirects.

Document 3 : Deux visions opposées du socialisme

a) Le révisionnisme d'Eduard Bernstein

Il faut que la social-démocratie ait le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'elle est aujourd'hui en réalité : un parti de réformes démocratiques et socialistes.(...)

La conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, l'expropriation des capitalistes, ne sont pas des moyens seulement pour la réalisation de certains efforts et de buts déterminés. Comme telles, elles font partie du programme de la social-démocratie et ne sont combattues par personne. On ne peut pas prédire les circonstances dans lesquelles se fera leur réalisation. Mais pour pouvoir conquérir le pouvoir politique, il faut des droits politiques, et la plus importante des questions de la tactique que la social-démocratie ait à résoudre actuellement me paraît être celle du meilleur moyen d'élargir les droits politiques et économiques des ouvriers allemands. Et jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante soit trouvée à cette question, l'accentuation des autres ne saurait être finalement que de la déclamation.

Eduard Bernstein, *Lettres au Congrès de Stuttgart (1898)*, Cahiers Georges Sorel, 1983.

b) La révolution pour Rosa Luxemburg

Le prolétariat acquiert par l'expérience la conviction qu'il est impossible de transformer de fond en comble sa situation au moyen de la seule lutte syndicale et parlementaire et qu'il n'y parviendra qu'en s'emparant du pouvoir politique. (...) D'après Bernstein, la lutte syndicale et politique a pour tâche de réduire progressivement l'exploitation capitaliste et de lui donner un caractère socialiste. (...) Le conseil révisionniste d'abandonner le but final socialiste revient à abandonner le mouvement socialiste tout entier.

Rosa Luxemburg, *Réformes sociales ou révolution ?* Trad. Irène PETIT, Maspero/La Découverte, 1969.

Document 4 : Accord Stinnes-Legien

Les associations patronales se sont accordées avec les syndicats sur ce qui suit :

- 1- Les syndicats sont reconnus comme les représentants des travailleurs.
- 2- Une restriction à la liberté des hommes et des femmes qui travaillent est irrecevable.(...)
- 6- Les conditions de travail de tous les travailleurs et travailleuses doivent être fixées avec les syndicats dans chaque branche d'industrie au moyen de conventions collectives.(...)
- 9- La durée maximale du travail quotidien est fixée à 8 heures pour toutes les entreprises.
- 10- Afin de mener à bien ces accords, (...) de maintenir la vie économique et d'assurer les conditions d'existence des salariés, en particulier des invalides de guerre, un comité central, constitué sur base paritaire de représentants du patronat et des syndicats, prendra des mesures appropriées.(...)
- 12- Cet accord entre en vigueur le jour de sa signature et le restera, sauf loi contraire votée dans un délai de trois mois.(...)

Berlin, le 15 novembre 1918. Traduit par F. MUNIER.

Document 5 : *Die Linke*, un renouveau du socialisme allemand ?

Devant vous, en tant qu'ancien président du SPD, je dis : *die Linke* se situe dans la tradition du mouvement ouvrier allemand ! (...) Nous, chers amis, sommes le parti du renouveau démocratique. La démocratie, comme le disait le grand homme d'État Périclès, c'est un système politique dans lequel les affaires se décident dans l'intérêt de la majorité. Dans le sens de cette très antique définition, notre système représentatif en Allemagne est en crise. (...) Mais si je parle de renouveau démocratique, je pense aussi à la tâche centrale que la démocratie doit viser, c'est la tâche du contrôle du pouvoir. Empêcher l'installation du pouvoir économique est aussi une tâche de la gauche. Et s'il n'est pas possible d'empêcher l'installation du pouvoir économique, il faut le contrôler démocratiquement, sinon nous n'aurons pas de société démocratique ! (...) Nous aurons à travailler pour concrétiser nos concepts, depuis la régulation des échanges monétaires en passant par le contrôle des marchés financiers jusqu'à la réforme fiscale. (...) Oui, nous voulons être au coude-à-coude avec les altermondialistes qui veulent donner un visage humain à la mondialisation. (...)

Oskar LAFONTAINE, « La liberté par le socialisme », discours prononcé lors de la création de *die Linke*, 2005, reproduit dans *Inprecor*, n° 528-529, juin-juillet 2007.